



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Fonds réparation

Intervention pour FEDELEC, le 16 juin 2023

1. Principe de la REP

Son principe

La REP est basée sur le **principe « pollueur-payeur »** : les entreprises qui mettent sur le marché français des produits sont responsables de l'ensemble du **cycle de vie** de ces produits, de leur conception jusqu'à leur fin de vie.

La REP transfère tout ou partie des coûts de gestion des déchets vers les metteurs sur le marché (= **fabricants, distributeurs** de produits en marque propre, **places de marché** et **importateurs**).

Ses objectifs

1

Prévenir la production de déchets en fixant des objectifs renforcés sur l'écoconception, la **réparation** et le réemploi (**nouveauté Loi AGECE, février 2020**).

2

Inciter les metteurs sur le marché à éco-concevoir leurs produits par l'internalisation des coûts de gestion de ce produit une fois usagé dans le prix de vente du produit neuf.

3

Développer le réemploi, la réparation, la collecte séparée, le recyclage et la valorisation, et en améliorer les performances.

Son fonctionnement

Le producteur peut assurer sa responsabilité soit :

- en adhérant à un **éco-organisme** collectif, agréé par les pouvoirs publics.
- soit en faisant agréer **son système individuel**.

2. Fonds réparation : Cadre juridique

Article 62 de la Loi AGECL

« Art. L. 541-10-4.-Dans le cadre de leur objectif de prévention des déchets mentionné à l'article L. 541-10, les éco-organismes et les systèmes individuels des filières concernées participent au **financement des coûts de réparation effectuée par un réparateur labellisé des produits détenus par des consommateurs**.

A cette fin, **chaque éco-organisme et chaque producteur en système individuel créent un fonds dédié au financement de la réparation**. Ces fonds peuvent faire l'objet d'une mutualisation au sein d'une même filière et entre filières sur décision des éco-organismes et des producteurs en système individuel concernés. »

- **Objectif** : Réduire le coût de la réparation hors garantie pour le consommateur pour augmenter le recours à la réparation
- **Filières concernées** : Equipements électriques et électroniques ; Jouets ; Articles de sport et de loisirs ; Articles de bricolage et de jardin ; Eléments d'ameublement ; Textiles, linges de maison et chaussures

3. Fonds réparation EEE : Objectifs

**Objectifs cibles indicatifs
de suivi du taux de
réparation hors garantie au
sein du cahier des charges
d'agrément de la filière
REP EEE**

* Objectifs cibles indicatifs de
réparation de la progression du taux
de réparation hors garantie pour
l'année cible 2027 par rapport à
l'année de référence 2019

	Nombre de réparations année de référence 2019	Objectifs cibles indicatifs de suivi de la progression du taux de réparation*	Nombre de réparations pour atteindre l'objectif de l'année cible 2027
Cat1 – Équipements d'échange thermique	269 691	+30%	350 598
Cat2 – Ecrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm2	1 919 866	+10%	2 111 852
Cat4 – Gros équipements	2 468 844	+10%	2 715 728
Cat5 – Petits équipements	2 597 643	+45%	3 766 583
Cat6 – Petits équipements informatiques et de télécommunications	2 162 423	+15%	2 486 787
Cat8 – Cycles et engins de déplacement personnel motorisés (EEE)	7 947	+20%	9 537
TOTAL	9 426 414	-	11 441 085

4. Fonds réparation EEE : Ressources financières

Montant des ressources financières allouées au fonds dédié au financement de la réparation hors garantie (en millions d'€)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Cat1 – Équipements d'échange thermique	0,8	1,7	2,6	3,3	3,7	4,0
Cat2 – Ecrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm ²	7,0	14,7	23,1	28,7	32,2	35,0
Cat4 – Gros équipements	6,0	12,6	19,8	24,6	27,6	30,0
Cat5 – Petits équipements	2,0	4,2	6,6	8,2	9,2	10,0
Cat6 – Petits équipements informatiques et de télécommunications	4,6	9,7	15,2	18,9	21,2	23,0
Cat8 – Cycles et engins de déplacement personnel motorisés (EEE)	0,01	0,02	0,03	0,03	0,04	0,04
TOTAL (M€)	20	43	67	84	94	102



5. Fonds réparation : Quel suivi ?

Article 76 de la Loi AGECL

Création de la Direction de Supervision des filières REP

Mission de suivi et d'observation des filières REP financées par les metteurs sur le marché

1. REALISER DES ETUDES ET EVALUATIONS PREALABLES
aux agréments des éco-organismes ou à leurs renouvellements.

2. COLLECTER, TRAITER ET ANALYSER les données et informations nécessaires au suivi et à l'observation des filières élargie du producteur

3. METTRE A DISPOSITION DU PUBLIC les données listées dans l'article L541-10-14 du code de l'environnement

- La DSREP est en charge de la collecte des données relatives au suivi du fonds réparation auprès des EOS et SI, de leur traitement et de leur analyse



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DSREP / ADEME

